

Aide, croissance et pauvreté

Aart Kraay

Banque mondiale¹

*Exposé au Séminaire du FMI sur l'Aide étrangère et la Gestion macroéconomique,
Maputo, Mozambique, 14 et 15 mars 2005*

1. Introduction

Les organisateurs de cette conférence m'ont demandé de vous faire un exposé sur le thème Aide et lutte contre la pauvreté. Nous avons entendu Steven Radelet faire un point très complet sur ce que l'on sait des effets de l'aide sur la croissance.² Je voudrais quant à moi centrer mon exposé sur trois grandes questions partant précisément de ce que l'on sait sur aide et croissance pour en voir les relations avec la réduction de la pauvreté.

D'abord, je voudrais examiner les données internationales relatives aux liens entre croissance et réduction de la pauvreté, afin de souligner un point fondamental qui ne doit pas être trop controversé : une réduction durable de la pauvreté est impossible sans une croissance durable. En fait, je veux aller plus loin et affirmer, sur la base de preuves empiriques internationales, que la récente vogue, parmi les praticiens du développement, du débat relatif aux mesures du caractère plus ou moins « favorable aux pauvres » de la croissance est peut-être une fausse piste. Comme nous le verrons, les différences entre pays sur le caractère plus ou moins favorable aux pauvres de la croissance sont infimes par rapport à celles qui existent entre eux en ce qui concerne leur rythme de croissance. Cela devrait nous amener à nous intéresser à la compréhension des fondamentaux de la croissance en tant que moyen de la réduction de la pauvreté.

En second lieu, tandis qu'il y a, selon moi, de multiples preuves soutenant la thèse que l'aide a un effet positif sur la croissance (et par là sur la pauvreté), je souhaite relativiser l'importance des bénéfices de l'aide pour la croissance. En particulier, si plusieurs études soigneuses et intelligentes ont pu établir un effet positif significatif de l'aide sur la croissance, il faut noter que la part de la variation internationale du taux de croissance que nous pouvons expliquer au moyen de l'aide n'est en général pas si importante que cela. Les actions en matière de politique, les institutions et les chocs exogènes, expliquent une part de la variance internationale de la croissance beaucoup plus importante que celle expliquée par l'aide. Sans oublier, bien sûr, qu'il y a, comme on l'admet généralement dans toutes les études empiriques sur la croissance, une part très importante de la croissance qui reste inexpliquée.

Cela m'amène à mon troisième grand point : pour réfléchir à l'efficacité de l'aide à long terme en tant que moyen pour réduire la pauvreté, il semble important de mieux comprendre les déterminants de la croissance autres que l'aide étrangère et de voir dans quelle mesure l'aide peut les favoriser. Ce point est bien sûr très large et peut ouvrir la porte à une discussion sur de très nombreuses questions. Puisque je ne peux en aucune façon être exhaustif, je vais être très sélectif et me centrer sur deux questions que je pense importantes et sur lesquelles je travaille dans mes recherches personnelles.

¹ 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, akraay@worldbank.org. Les opinions exprimées ici sont celles de leur auteur et ne reflètent pas forcément celles de la Banque mondiale, des ses administrateurs, ou des pays qu'ils représentent. Je tiens à remercier, sans implication, Alan Gelb pour ses commentaires utiles.

² Clemens, Radelet, et Bhavnani (2004).

La première porte sur le lien entre gouvernance et performance économique. Nous disposons désormais d'un grand nombre de preuves empiriques montrant un important lien de cause à effet entre l'amélioration de la gouvernance et les résultats économiques. On peut donc se montrer très inquiet de la médiocrité de la performance moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne pour la plupart des indicateurs de gouvernance et de l'absence de toute indication nette d'une amélioration ces dernières années. Pourtant, une partie du récent débat pour savoir s'il faut intensifier l'aide à l'Afrique a cherché à minimiser les questions de gouvernance dans la région en affirmant que la gouvernance n'y est pas pire que ce à quoi on pouvait s'attendre étant donné le bas niveau des revenus dans la région. Il est difficile de confirmer ou infirmer ce genre d'affirmation sans une bonne compréhension du sens de la causalité : va-t-elle du revenu à la gouvernance, ou de la gouvernance au revenu ? Comme je vais le montrer dans le corps du texte, je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de preuves irréfutables permettant de dire que la faible gouvernance en Afrique subsaharienne peut être attribuée au faible niveau de revenu, et je pense donc qu'il est erroné de suggérer que la gouvernance n'est pas un problème dans la région. De ce fait, une meilleure compréhension de la façon dont l'aide devrait être attribuée en tenant compte des différences de gouvernance qui affectent sa bonne utilisation et de la façon dont l'aide peut être utilisée pour améliorer la gouvernance, semble une question cruciale pour le programme de croissance et de réduction de la pauvreté dans la région.

Les autres questions concernent l'importance des pièges de la pauvreté pour la compréhension des bas niveaux de revenus et de la lenteur du développement de l'Afrique subsaharienne. De nombreux observateurs ont affirmé que divers mécanismes autoentretenus, dits 'pièges de la pauvreté', sont responsables de la stagnation des niveaux de revenu dans la région. Si cette thèse est exacte, elle a d'importantes implications pour l'aide et la politique de développement. S'il existe bien des pièges de la pauvreté, cela confirme la nécessité d'une « forte poussée » ou renforcement majeur de l'aide pour permettre à ces pays de sortir de ces pièges et pour les mettre sur le chemin d'une croissance durable. Étant donné l'importance de cette recommandation de politique, il semble essentiel d'avoir une compréhension empirique de la gravité de ces pièges de la pauvreté. Pourtant, comme je le montrerai plus loin, il y a en fait, à mon avis, relativement peu de preuves irréfutables de l'existence de tels pièges. Cela ne veut pas dire qu'une forte augmentation de l'aide à l'Afrique soit une mauvaise idée – au contraire il y a probablement de nombreuses actions et politiques utiles que l'aide étrangère pourrait utilement soutenir. Mais l'absence de preuves claires des pièges de la pauvreté devrait nous mettre en garde contre l'idée qu'une forte augmentation de l'aide est une condition nécessaire de la croissance, et qu'elle aura des avantages proportionnellement plus importants pour la croissance qu'une augmentation plus restreinte de l'aide.

2. Croissance et réduction de la pauvreté

Le Graphique 1 présente la relation entre croissance et réduction de la pauvreté, en utilisant les données d'enquêtes auprès des ménages d'un échantillon de pays en développement dans les années 80 et 90. Chaque point du graphique correspond à un épisode ou « période » d'une durée d'au moins cinq ans et d'une durée moyenne de 10 ans, sur laquelle les données disponibles nous permettent de calculer le changement proportionnel du nombre des pauvres (taux de pauvreté) et le changement proportionnel du revenu ou de la consommation moyenne. Ce graphique montre clairement qu'il y a une très forte relation négative entre croissance et pauvreté. Pratiquement toutes les observations sont regroupées dans le quadrant du bas à droite (croissance positive et déclin de la pauvreté) ou dans le quadrant opposé, en haut et à gauche (décroissance et augmentation de la pauvreté).

Il existe assurément des écarts par rapport à cette relation moyenne. En Ouganda, à Maurice et au Ghana, par exemple, la croissance a été similaire, entre 1 et 3 %, pendant les périodes indi-

quées, mais les taux d'évolution de la pauvreté ont été compris entre environ - 8 % et + 2 % par an. Pour l'Afrique dans son ensemble, il est notable que 8 des 12 pays soient au-dessous de la ligne de régression, ce qui indique que les résultats en matière de réduction de la pauvreté ont été moins bons que ce à quoi on aurait pu s'attendre pour des pays en développement ayant eu ces taux de croissance.

Comment pouvons-nous analyser ces écarts par rapport à cette relation moyenne entre croissance et réduction de la pauvreté ? Pour répondre à cette question, il faut décomposer les modifications de la pauvreté de façon assez mécanique en trois composantes :

$$\text{Pourcentage d'évolution de la pauvreté} = \text{Croissance en moyenne} \times \text{Sensibilité de la pauvreté à la croissance} + \text{évolution des revenus relatifs}$$

Les deux premiers termes de cette décomposition, Croissance multipliée par Sensibilité de la pauvreté à la croissance, sont désignés par l'expression « Composante croissance » des évolutions de la pauvreté. Cette composante saisit la mesure dans laquelle la pauvreté aurait diminué s'il n'y avait pas eu de modification des revenus relatifs, c'est-à-dire pas de changement dans la distribution des revenus au cours de la période. Le troisième terme saisit la part de l'évolution de la pauvreté attribuable au changement des revenus relatifs.³

Dans un article récent, j'ai réalisé empiriquement cette décomposition en utilisant un large ensemble de données internationales relatives à la croissance et aux évolutions de la pauvreté (Kraay (2005)). Une façon pratique de synthétiser l'importance relative de ces composantes de la réduction de la pauvreté est de procéder à la décomposition de la variance. Le Graphique 2 donne une image graphique de cette décomposition de la variance. Il montre graphiquement l'évolution totale de la pauvreté sur l'axe horizontal et la composante croissance de la modification de la pauvreté sur l'axe vertical. La pente de la ligne de meilleur ajustement permet d'interpréter la décomposition de la variance : c'est la part de la variation internationale des changements de la pauvreté qui peut être expliquée par les différences entre pays dans la composante croissance des changements de la pauvreté. Le fait que cette pente soit de 0,97 indique que pratiquement toute la variation internationale des changements de la pauvreté est due aux différences entre pays de la composante croissance. Inversement, pratiquement aucune des variations de l'évolution de la pauvreté n'est due à des changements dans les revenus relatifs. Bref, le graphique nous montre que lorsque la pauvreté diminue, il est de loin très probable que la raison en soit une forte variation (en valeur absolue) de la composante croissance de la modification de la pauvreté et il est très improbable que la pauvreté ait diminué parce que l'inégalité des revenus aurait diminué de façon à réduire la pauvreté.

Nous pouvons ensuite procéder à la décomposition de la composante croissance des modifications de la pauvreté en deux facteurs : Croissance proprement dite et Différence entre pays de la sensibilité de la pauvreté à la croissance. S'il est plus difficile ici d'opérer une décomposition de la variance (parce que nous avons maintenant le produit de deux termes et non une somme), il est très éclairant d'examiner la composante croissance par rapport à la croissance elle-même, comme dans le Graphique 3. Ce graphique montre clairement que si la composante croissance de la réduction de la pauvreté est forte, il est très probable que la croissance elle-même a été forte, et non que la sensibilité de la pauvreté à la croissance a été importante. Ce graphique montre que les différences entre pays en matière de sensibilité de la pauvreté à la croissance sont en fait relativement très faibles.

³ Cette décomposition a été introduite par Datt et Ravallion (1992).

Les décompositions de la variance dans les deux graphiques précédents ne se rapportent qu'à la mesure du taux de pauvreté et portent sur un ensemble de périodes de modification de la pauvreté qui couvrent des durées assez longues, d'en moyenne environ 10 ans. J'ai également effectué ces décompositions pour différentes mesures de la pauvreté et pour un échantillon beaucoup plus large de périodes de changements de la pauvreté d'en moyenne environ trois ans. Ces résultats sont synthétisés dans le **Tableau 1**. En résumé, j'ai trouvé que pour des mesures de la pauvreté plus sensibles à la sévérité de la pauvreté, la part de la réduction de la pauvreté due à la croissance est un peu plus faible que lorsque l'on s'intéresse au nombre de pauvres. Ce résultat ne signifie pas que les plus pauvres ont moins de chances de profiter des bienfaits de la croissance, mais simplement que les mesures de la pauvreté plus sensibles à la sévérité de la pauvreté donnent moins de poids à la croissance des revenus moyens. On constate également que, dans l'échantillon des périodes plus courtes, la part de la croissance est un peu plus faible que dans l'échantillon des longues durées. Dans une large mesure, cela vient de la plus forte volatilité de l'inégalité mesurée au sein des pays, qui tend à s'égaliser considérablement avec le temps. Cependant, dans l'ensemble, ces résultats sont largement cohérents avec ceux que nous avons obtenus pour la mesure du taux de pauvreté : l'essentiel de la variance des changements de la pauvreté est due à la croissance elle-même, surtout à moyen et long terme.

Cette décomposition est également utile pour comprendre pourquoi les pays d'Afrique ont en moyenne une plus faible réduction de la pauvreté pour un taux de croissance donné, comme le montre le Graphique 1. L'une des possibilités est que les pays de la région aient relativement plus de chances de connaître une aggravation de l'inégalité freinant l'effet de la croissance sur la pauvreté. Nous avons déjà vu que, en moyenne, les changements de la distribution des revenus comptent pour très peu dans les modifications de la pauvreté. La partie supérieure du Graphique 4 montre cette composante (généralement petite) de la réduction de la pauvreté sur l'axe vertical, par rapport à la croissance elle-même sur l'axe horizontal. Il est intéressant d'observer que les durées dans les pays d'Afrique sont assez également réparties au-dessus et au-dessous de la ligne horizontale grasse correspondant à la médiane pour tous les pays. Cela signifie que les pays de cette région n'avaient pas de probabilité particulière d'avoir une augmentation de l'inégalité compensant les effets de la croissance sur la réduction de la pauvreté.

L'autre explication possible de la réduction de la pauvreté plus lente qu'attendue pour une croissance donnée est que la sensibilité de la pauvreté à la croissance a été plus faible en Afrique. Cela est souligné dans la partie du bas du Graphique 4, qui montre la sensibilité de la pauvreté à la croissance (en maintenant constante la distribution des revenus) sur l'axe vertical, avec à nouveau la croissance sur l'axe horizontal. L'observation frappante, ici, est que dix des douze périodes observées en Afrique se trouvent au-dessous de la ligne en gras indiquant la valeur médiane pour tous les pays. Cela signifie que la sensibilité de la pauvreté à la croissance en Afrique a été en moyenne plus faible (en valeur absolue) que dans le reste du monde. Cette sensibilité plus faible que la moyenne de la pauvreté à la croissance en Afrique peut être attribuée aux bas niveaux de revenu de l'Afrique et à une inégalité un peu plus forte que la moyenne, qui, ensemble, freinent l'effet de la croissance sur la pauvreté. À mon sens, cette sensibilité plus faible que la moyenne de la pauvreté à la croissance dans la région montre la nécessité et l'importance ici d'une croissance durable plus rapide pour la réduction de la pauvreté.

Enfin, cette preuve empirique est utile pour le débat plus large sur la notion de « croissance favorable aux pauvres » qui s'est répandue ces dernières années. Bien que l'expression « croissance favorable aux pauvres » se soit popularisée, il n'y a pas encore vraiment de consensus sur sa signification. D'un côté, on trouve l'idée que la croissance n'est favorable aux pauvres que si la distribution des revenus se modifie de façon à réduire la pauvreté (Kakwani (2000)) ; de l'autre, on trouve l'idée que la croissance est favorable aux pauvres simplement dans la mesure où la pauvreté diminue (Ravallion et Chen (2003)). Il me semble que le choix entre ces deux définitions est assez

clair et que la seconde a davantage de sens terminologique. Prenons le cas de la rapide croissance de la Chine depuis 1980, qui s'accompagne d'une augmentation de l'inégalité. Cette période a connu une très forte réduction du nombre absolu des pauvres en Chine et il semblerait assez bizarre de ne pas qualifier de « favorable aux pauvres » cette expérience de réduction massive de la pauvreté simplement parce que l'inégalité a augmenté au cours de cette période. Inversement, il y a eu des cas de pays ayant connu une diminution des revenus, et donc de hausse de la pauvreté, mais accompagnée d'une réduction de l'inégalité. Il semblerait également curieux de qualifier ces périodes de « favorables aux pauvres ».

Ceci étant, cette discussion sur la croissance favorable aux pauvres pose, à mon avis, un problème de fond plus important. Il me semble que la valeur ajoutée des mots « favorable aux pauvres » accolés au mot croissance dépend largement de la réponse à deux questions : a) dans quelle mesure y a-t-il une différence entre une croissance favorable aux pauvres et une simple croissance ordinaire ? et b) dans quelle mesure des politiques sont-elles susceptibles d'influer sur cette différence ? Les décompositions de la variance que nous avons vues suggèrent que les distinctions entre croissance et croissance favorable aux pauvres sont en fait assez faibles en moyenne dans les données historiques. Si nous adoptons la définition purement relative de croissance favorable aux pauvres, les discussions sur le caractère « favorable aux pauvres » de la croissance ne concernent qu'une petite fraction de la réduction de la pauvreté. Même si nous prenons la seconde définition, plus judicieuse, de la croissance favorable aux pauvres, le fait que la composante croissance des modifications de la pauvreté soit dominée par la croissance elle-même (notamment à long terme) suggère à nouveau que l'écart entre croissance et croissance favorable aux pauvres est relativement faible. Enfin, au niveau de l'analyse internationale, nous n'avons guère de preuves empiriques de déterminants, dans les politiques menées, des changements de la distribution des revenus qui pourraient rendre la croissance plus favorable aux pauvres. Il y a relativement peu de résultats internationaux solides sur les déterminants des niveaux ou des modifications de l'inégalité perceptible dans les synthèses statistiques.⁴

En résumé, nous avons vu que la réduction de la pauvreté requiert une croissance durable et que, historiquement, l'essentiel de la variation de la réduction de la pauvreté connue par les différents pays peut être attribué aux différences de taux de croissance entre eux. Cela montre le caractère central de la croissance pour la réduction de la pauvreté, ce qui, à son tour, souligne l'importance de l'aide et d'autres facteurs pour la croissance. Avant de passer à ces questions, je dois faire deux réserves ou mises en garde. En premier lieu, dans l'ensemble de cette discussion, je me suis basé sur des mesures de la pauvreté fondées sur le revenu ou la consommation, qui, comme on l'a vu, se modifient fortement avec les modifications des revenus moyens. Mais, nous ne perdons pas de vue pour autant les aspects de la pauvreté extérieurs au revenu, notamment les prestations en matière de santé et d'éducation dont les gens bénéficient ou non. Alors que ces aspects sont également fortement corrélés aux différences de revenus entre les pays, au sein d'un pays donné la relation dans la durée entre croissance et amélioration des prestations de santé et d'éducation tend à être plus faible.⁵ De nombreuses raisons peuvent l'expliquer, mais leur discussion prendrait la totalité d'un autre exposé. Pour l'instant, je souhaite simplement noter que les liens entre croissance et aspects hors revenu de la réduction de la pauvreté ne sont pas aussi forts que ceux que nous avons vu pour la pauvreté en termes de revenu. En second lieu, le fait que les

⁴ Voir dans Dollar et Kraay (2002) un exemple de la difficulté à trouver des déterminants statistiquement significatifs de la part du premier quintile en utilisant des données internationales. En outre, dans Kraay (2005), j'ai également examiné les mesures précises du changement de l'inégalité qui importent pour différentes questions intéressant la pauvreté et, là encore, je n'ai pas trouvé de modèles clairs les liant à diverses mesures de politique.

⁵ Voir par exemple Easterly (1999).

changements moyens de la distribution des revenus importent peu pour la réduction de la pauvreté et le fait que nous avons peu de corrélations internationales robustes de ces changements dans la distribution des revenus ne signifient pas que les décideurs politique d'un pays sont en droit d'oublier les conséquences de leurs politiques macroéconomiques en matière de distribution des revenus. Toute modification de la politique dans un pays donné a des effets différents selon les individus et une étude nationale soigneuse peut apporter un éclairage sur ses effets probables. Mais ni l'une ni l'autre de ces réserves ne doit affaiblir le message global de cette section quant à l'importance de la croissance pour la réduction de la pauvreté.

3. Croissance et réduction de la pauvreté dépendent de bien d'autres facteurs que l'aide

Dans la section précédente, nous avons vu que la croissance est essentielle pour la réduction de la pauvreté. Par ailleurs, nous disposons d'un large ensemble d'indications montrant un effet notable de l'aide sur la croissance. Cet effet de l'aide sur la croissance dépend, comme l'a heureusement résumé Steve Radelet, du type d'aide, de la façon dont l'aide est financée, de son horizon temporel et du cadre politique et institutionnel du pays bénéficiaire. Le rapprochement de ces deux observations montre un lien direct entre l'aide et la réduction de la pauvreté. Cela étant, je crois important de relativiser cette relation entre l'aide et la réduction de la pauvreté, en rappelant l'évidence : la croissance dépend de bien d'autres facteurs que la seule aide.

On peut le constater de façon plus parlante en prenant une régression représentative de la croissance dans les études sur l'aide et la croissance. Prenons une des études essentielles de Burnside et Dollar (2000), qui est l'une des plus décisives pour montrer dans quelle mesure l'efficacité de l'aide dépend de la qualité des politiques du pays.⁶ Cette étude donne, à mon avis, une estimation raisonnable et probablement représentative des effets de l'aide sur la croissance. La spécification empirique se base sur un ensemble de données relatives aux taux moyens de croissance sur quatre ans dans un large échantillon de pays en développement. Je décompose la variance de la variable dépendante, la croissance, en fractions expliquées par différents groupes de variables explicatives au moyen de la régression. Le Graphique 5 présente les résultats de cette décomposition. L'effet de l'aide sur la croissance est saisi par deux variables, mesurant l'effet direct de l'aide et l'interaction de l'aide avec l'indice de politique. Ces termes sont statistiquement significatifs, mais on doit noter qu'ils n'expliquent que 4 % de la variation de la variable dépendante. Par contre, l'effet direct des politiques menées et de la qualité des institutions explique environ 17 % de la variation de la croissance, tandis que les facteurs exogènes, tels que les variables régionales fictives et le clivage ethnique, représentent 18 autres pourcent. On doit également noter que la part de variation de la croissance qui reste inexpliquée représente 61 % du total.

Mon objectif, ici, n'est pas de critiquer cette régression en particulier, ni de critiquer les études empiriques internationales sur la croissance en général. Comme je l'ai dit, l'étude Burnside-Dollar (2000) est à juste titre l'une des plus décisives sur les effets de l'aide sur la croissance. En tous cas, cette simple décomposition de la variance souligne l'observation que la croissance dépend de bien d'autres facteurs que la seule aide. C'est pourquoi, si l'aide peut contribuer à la réduction de

⁶ Si les résultats de ce travail ont été critiqués pour leur manque de robustesse économétrique, il faut noter que l'argument selon lequel l'aide a de meilleurs résultats lorsque les politiques et les institutions offrent un cadre favorable s'appuie sur beaucoup plus que ce qui est avancé dans ce papier. Burnside et Dollar (2004) donnent des données internationales empiriques actualisées pour soutenir cette interaction. Plusieurs autres études ont également montré que les projets de l'aide tendent à avoir de meilleurs résultats dans les pays ayant de bonnes institutions (Isham et Kaufmann (1999), Dollar et Levin (2005)). On peut également trouver des conclusions semblables sur la plus grande efficacité de l'aide dans de bons environnements de politique, dans des études de cas sur l'aide et la réforme en Afrique présentés dans Devarajan, Dollar et Holmgren (2001).

la pauvreté à moyen et long terme, où l'essentiel des modifications de la pauvreté dépend de la croissance, des facteurs autres que l'aide sont également importants pour déterminer le rythme de la réduction de la pauvreté.

Enfin, il faut également noter que l'aide peut avoir aussi des effets directs sur la pauvreté indépendamment de tout effet sur la croissance. De telles actions redistributives ont probablement un faible effet direct sur la pauvreté appréhendée en termes de revenu – après tout, comme nous l'avons vu dans la section précédente, la contribution des modifications de la distribution des revenus à la réduction de la pauvreté est historiquement faible en moyenne. Mais il faut noter en même temps qu'une fraction importante de l'aide a – souvent avec succès – pour objet de s'attaquer aux aspects hors revenu de la pauvreté, d'une façon qui peut ne pas avoir un effet important sur la croissance à moyen terme. Un livre récent du Centre pour le Développement mondial, par exemple, décrit 17 actions de santé publique couronnées de succès dans des pays en développement, souvent financées en grande partie par l'aide étrangère.⁷ Parmi ces actions, notons entre autres les campagnes contre l'onchocercose en Afrique, contre la tuberculose en Chine et contre la rougeole en Amérique latine. Il y a également de nombreux exemples de réussite d'améliorations financées par l'aide étrangère dans le domaine de l'éducation, notamment en faveur d'enfants traditionnellement moins scolarisés. L'accent mis désormais par les donateurs sur l'évaluation des effets obtenus contribue à rendre les interventions de ce genre de plus en plus efficaces. Ce type d'amélioration du capital humain illustre bien comment l'aide peut avoir un effet direct sur les aspects de la pauvreté extérieurs au revenu, sans avoir forcément d'effets sur la croissance à moyen terme, voire éventuellement même à long terme.

4. Gouvernance, pièges de la pauvreté et croissance

Nous avons vu que la croissance est essentielle pour la réduction de la pauvreté et que si l'on dispose d'indications montrant que l'aide peut renforcer la croissance, la part de la variation de la croissance dont l'aide est responsable est relativement modeste. Cela souligne l'importance des déterminants de la croissance autres que l'aide pour la réduction de la pauvreté. Cela pose d'ailleurs la question de savoir si l'aide peut aider à renforcer ces autres déterminants de la croissance. Comme on l'a déjà noté, cela ouvre la porte à un très large ensemble de questions dont on pourrait débattre. Mais, puisque je ne peux pas être exhaustif, je me contenterai de discuter de deux grandes questions sur lesquelles j'ai travaillé dans mes travaux récents : la gouvernance et les pièges de la pauvreté.

Gouvernance et croissance en Afrique

De nombreux travaux ont fourni, au cours de la dernière décennie, des preuves indubitables que diverses dimensions de la bonne gouvernance – notamment la protection des droits de propriété, l'absence de corruption et l'existence d'une administration publique compétente et efficace – représentent des causes ayant d'importants effets sur le développement économique. On a aussi des preuves à l'appui de la thèse éminemment plausible que l'aide est plus efficace dans les pays ayant une bonne gouvernance. Sur ce fond, force est de constater que les données disponibles montrent que la qualité de la gouvernance en Afrique reste en moyenne assez médiocre et qu'on ne voit pas d'amélioration systématique de la gouvernance qui viendrait modifier la situation.

Le Graphique 6 présente la situation en 2004, dans les pays d'Afrique, pour un indicateur international relatif à « l'état de droit » et plus précisément à la protection des droits de propriété, d'après Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2004). La mesure de la gouvernance figure sur l'axe verti-

⁷ Centre pour le Développement mondial (2004).

cal et les pays sont classés en fonction du revenu par habitant sur l'axe horizontal. Notez que la variable revenu par habitant a été étalonnée pour avoir une moyenne de zéro et un écart-type de un, comme pour l'indicateur de gouvernance. Comme on peut s'y attendre, les pays d'Afrique sont concentrés à l'extrême gauche du graphique, correspondant aux très bas niveaux de revenu, et, à l'exception de quelques uns, se situent au-dessous de la note médiane de zéro pour l'indicateur de gouvernance. Ce graphique montre clairement que les pays d'Afrique en général sont pauvres et ont une faible gouvernance.

Ceci étant, dans un document récent, Jeffrey Sachs affirme que la faiblesse de la gouvernance n'est pas un facteur majeur de la faiblesse de la croissance en Afrique (Sachs et. al. (2004)). Son argument est que, si l'on contrôle le revenu par habitant, les pays de l'Afrique subsaharienne n'ont pas des indicateurs de gouvernance particulièrement médiocres. Une façon simple d'illustrer cet argument est de tracer la ligne de meilleur ajustement des points du Graphique 6 et de voir où se trouvent les pays de l'Afrique subsaharienne par rapport à cette ligne. Une observation quelque peu surprenante dans ce graphique est que plus de la moitié (27 sur 46) des pays de la région se situent en fait au-dessus de la ligne de meilleur ajustement, tracée en noir. À première vue, cela semble suggérer que si nous prenons les niveaux de développement en compte, la gouvernance dans la région est à peu près ce à quoi on peut s'attendre étant donné les niveaux de revenu. Cet argumentaire conduit rapidement à deux conclusions fortes. Premièrement, l'argument suggère que la faiblesse de la gouvernance dans la région peut ne pas être un obstacle majeur à l'efficacité de l'aide. Deuxièmement, en sous-entendant que la faiblesse de la gouvernance en Afrique est la conséquence des bas niveaux de revenu, on suggère que la hausse des revenus va automatiquement conduire à des améliorations de la gouvernance et que des interventions visant directement à améliorer la gouvernance ne sont peut-être pas prioritaires.

Je pense que ni l'une ni l'autre de ces conclusions ne sont appropriées, parce qu'elles découlent d'une interprétation trop simpliste de ce qui ressort du Graphique 6. Cette interprétation du graphique n'est valide que dans la mesure où la ligne de meilleur ajustement saisit une relation causale qui permettrait de dire que l'élévation des revenus amène une amélioration de la gouvernance. En fait, il existe un important corpus de recherches montrant qu'il y a une forte relation de cause à effet dans l'autre sens également – l'amélioration de la gouvernance conduit à une élévation des revenus. Cela signifie que la simple corrélation représentée par la ligne noire du Graphique 6 exagère les effets positifs du revenu sur la gouvernance parce qu'elle témoigne tout autant d'un fort effet dans l'autre sens, de la gouvernance vers les revenus. Pour comparer la gouvernance dans l'Afrique subsaharienne à ce qui peut être attendu étant donné les niveaux de revenu, nous devons donc d'abord isoler les deux sens de ce lien causal.

Les lignes rouge et verte du Graphique 6 montrent deux estimations alternatives de l'effet causal du revenu sur la gouvernance. La ligne montante vient de Rigobon et Rodrik (2004). Ils ont étudié les relations causales entre revenu par habitant, démocratie, état de droit, ouverture aux échanges internationaux et géographie, en utilisant l'identification par hétéroscédasticité pour isoler les relations de cause à effet.⁸ Comme on peut s'y attendre, la ligne rouge est nettement plus plate

⁸ Nous utilisons leur spécification à l'exclusion de la démocratie, qui implique qu'une augmentation d'un écart type dans le logarithme du PIB par habitant améliore l'état de droit de 0,14 écart-type. Ils utilisent une mesure différente de l'état de droit pour le milieu des années 90 tirée de Knack et Keefer (1995). Cependant, sa corrélation avec notre indicateur de l'état de droit est au-dessus de 0,8, de sorte que nous pouvons raisonnablement utiliser le coefficient estimé de cette étude avec notre indicateur de gouvernance, normalisé comme il convient. Notez également que dans le système d'équations estimé par Rigobon et Rodrik (2004) l'attente conditionnelle de gouvernance étant donné un revenu par habitant reflète aussi les effets indirects

(suite)

que la ligne ordinaire de régression des moindres carrés, conformément au sentiment intuitif que cette dernière relation a exagéré le véritable effet causal des revenus sur la gouvernance. Cet aplatissement a des conséquences importantes pour nos conclusions sur la qualité de la gouvernance en Afrique en éliminant l'effet des niveaux de revenu. Une fois que l'on a isolé cet effet bien plus faible du revenu sur la gouvernance, nous ne trouvons plus que 7 des 46 pays de la région situés au-dessus de la ligne de régression : le Ghana, le Lesotho, le Cap-Vert, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Botswana et Maurice. Par contre, la vaste majorité des pays d'Afrique ont une gouvernance qui est plus mauvaise qu'on ne le prévoirait à partir de leur niveau de revenu.

La ligne verte descendante représente une autre estimation de l'effet du revenu sur la gouvernance, venant de Kaufmann et Kraay (2002). Ils ont utilisé une méthode différente d'identification et trouvé un effet nul voire négatif du revenu sur la gouvernance. Si cette conclusion est quelque peu extrême, elle conduit aux mêmes conclusions concernant la qualité de la gouvernance en Afrique – là seulement 6 des 46 pays de la région se situent au-dessus de la ligne de régression, indiquant des niveaux de gouvernance meilleurs que ceux qui seraient prévisibles à partir des revenus par habitant. Globalement, ces résultats montrent l'impossibilité de conclure que la gouvernance n'est pas un problème dans l'Afrique subsaharienne, même si l'on tient compte des bas niveaux de revenu par habitant de la région. Si cela prouve quelque chose c'est que, même après annulation de l'effet des revenus, la gouvernance dans la région est moins bonne que ce à quoi on pourrait s'attendre.

Pour isoler la relation de cause à effet du revenu sur la gouvernance dans le Graphique 6, nous avons dû également identifier le sens opposé de la relation de causalité à savoir celui allant de la gouvernance au revenu par habitant. Le Graphique 7 présente des estimations de la relation causale dans ce sens, avec les deux estimations alternatives basées sur les deux études citées précédemment. Pour les deux, on trouve une relation causale statistiquement significative de la gouvernance sur le revenu par habitants, même si l'ampleur des effets estimés diffère fortement de l'une à l'autre. À partir de ce graphique, il devrait être clair que, si la gouvernance importe, ce n'est certainement pas le seul facteur qui importe, car il y a une forte dispersion autour des relations ajustées. En ce qui concerne l'Afrique en particulier, il est ici encore frappant que la majorité des pays de la région se situent au-dessous des lignes de régression saisissant les effets de la gouvernance sur le revenu. Pour l'estimation de Rigobon et Rodrik (2004), 40 des 46 pays se situent au-dessous de la ligne, et pour celle de Kaufmann et Kraay (2002), 30 des 46 pays se trouvent dans cette position. Cette observation souligne le fait que les bas niveaux de revenu de l'Afrique ne sont pas attribuables seulement à une gouvernance faible en moyenne et que d'autres facteurs jouent un rôle, tels que la géographie difficile de l'Afrique, sa dépendance des ressources naturelles, la prévalence de guerres civiles et de nombreux autres facteurs. En bref, je n'entends certainement pas conclure de ces graphiques que la gouvernance est la *seule* chose qui importerait. Je veux seulement souligner que la gouvernance importe pour le développement et que la relation de cause à effet des revenus sur la gouvernance est suffisamment modeste pour qu'il ne semble pas approprié d'ignorer la question de la gouvernance dans cette région simplement au motif qu'elle est pauvre.

Enfin, il est utile d'examiner brièvement les informations disponibles concernant l'évolution de la gouvernance en Afrique. Il faut noter, au départ, que pour certains indicateurs, notamment pour la responsabilité devant les électeurs, il y a eu d'importantes améliorations au cours des 25 dernières années. Le Graphique 8 montre qu'il y a eu une forte augmentation du pourcentage de pays ayant des élections concurrentielles et cette augmentation a été plus spectaculaire en Afrique

du revenu sur l'ouverture, qui à son tour affecte l'état de droit. Cependant, ces effets indirects estimés sont si faibles que nos conclusions ne sont pas, pour l'essentiel, affectées, lorsqu'on les ignore.

qu'ailleurs, même si c'était à partir d'un point de départ plus bas.⁹ Actuellement un peu plus de la moitié des pays d'Afrique ont un pouvoir exécutif issu d'élections concurrentielles, proportion similaire à celle constatée dans le reste du monde en développement.

Ceci étant, il y a moins d'indications d'une nette amélioration de la gouvernance dans la région au cours de la période la plus récente, pour laquelle nous avons davantage de données. Le **Graphique 9** présente une comparaison de la situation de 2004 avec celle de 1996 pour six aspects différents de la gouvernance. Les indicateurs de gouvernance font partie d'un projet en cours à la Banque mondiale destiné à mesurer la gouvernance et à saisir les perceptions sur les aspects suivants : « voix au chapitre et responsabilité devant les électeurs », « instabilité politique », « efficacité de l'administration publique », « qualité réglementaire », « état de droit » et « répression de la corruption ». Les mesures de la gouvernance sont des indicateurs composites qui combinent des données venant d'un grand nombre de sources relatives aux perceptions de la qualité de la gouvernance.¹⁰ Le graphique présente la moyenne (des pays de la région) du rang en percentile des pays sur chacun des six indicateurs, aux deux dates. Pour chaque indicateur, la barre supérieure correspond à la situation en 2004, alors que la barre inférieure correspond à celle de 1996. Toutes les barres ont une longueur juste supérieure à 0,25, ce qui indique que le pays d'Afrique type a une note de gouvernance juste au-dessus du dernier quartile de l'ensemble des pays du monde. Ce graphique montre clairement qu'il n'y a pas de tendance claire à une amélioration de la gouvernance dans la région. En fait, les moyennes montrent un très léger recul dans les six aspects, mais il faut être prudent et ne pas vouloir faire dire trop à ces évolutions à cause de marges d'erreur non négligeables du fait que l'on se base sur des estimations de la gouvernance.

Le **Graphique 10** va au-delà de ces moyennes régionales pour montrer l'évolution d'un aspect particulier de la gouvernance, l'état de droit ou la protection des droits de propriété, dont nous avons parlé plus haut. La note de 2004 est sur l'axe vertical, alors que la note de 1996 est sur l'axe horizontal, de sorte que les pays situés au-dessous de la ligne à 45 ° sont ceux où la perception de cet aspect de la gouvernance est plus mauvaise en 2004 qu'en 1996.¹¹ Le nom des pays d'Afrique est marqué et la barre verticale au-dessus et au-dessous de chaque point donne la marge d'erreur (techniquement un intervalle de confiance de 90 %) associée à l'estimation de la gouvernance du pays concerné. Pour de nombre pays cette ligne verticale croise la ligne à 45 °, ce qui suggère que le changement dans la gouvernance depuis 1996 est faible par rapport aux marges d'erreur inévitables résultant de la mesure de la gouvernance. Mais il y a aussi des pays qui ont enregistré des améliorations importantes (tels que le Mozambique, Madagascar et le Mali), alors qu'il y en a quelques autres où il y a eu des reculs non négligeables (tels que le Zimbabwe, la Côte d'Ivoire et la Somalie). Le but de ce graphique est de montrer que, même sur des périodes relativement courtes comme celle de 8 ans utilisée ici, on observe des changements dans les deux sens dans la gouvernance, qui se traduisent par les moyennes régionales assez stables présentées dans le **Graphique 9**.

J'ai affirmé plus haut que la bonne gouvernance a des effets directs importants sur la croissance et qu'elle est un déterminant important de l'efficacité de l'aide étrangère. Au vu de la per-

⁹ Dans ce graphique les élections sont réputées « concurrentielles » si le vainqueur a obtenu moins de 75 % des suffrages. Les données viennent de Beck et al. (2001).

¹⁰ Voir Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2004) pour une description des indicateurs de gouvernance pour 1996-2002. Les indicateurs 2004 présentés ici sont actuellement en cours de mise au point et seront publiés prochainement.

¹¹ Notez que le graphique a été tronqué dans sa partie supérieure dans les deux dimensions pour le rendre plus lisible. De ce fait, les pays situés dans le quart supérieur de la gouvernance dans les deux périodes n'apparaissent pas.

formance moyenne médiocre de l'Afrique sur les divers aspects de la gouvernance et en l'absence de preuves irréfutables d'une tendance à l'amélioration au niveau de la région dans son ensemble, il semble important, aux fins de cette conférence, de se demander quel rôle l'aide peut jouer dans l'amélioration de la gouvernance ou de la qualité institutionnelle. Il me serait difficile de traiter correctement une question aussi importante dans le temps qui m'est imparti, d'autant plus difficile que nous connaissons encore peu de choses sur la dynamique du changement institutionnel tant au plan universitaire qu'à celui de l'élaboration des politiques. Il semble utile à tout le moins de mentionner quelques actions qui sont prometteuses. L'Institut de la Banque mondiale, à la demande de plusieurs gouvernements, a effectué des enquêtes nationales visant à établir un diagnostic approfondi de la gouvernance qui ont été très utiles pour déclencher un débat sur les spécificités des forces et faiblesses institutionnelles des pays concernés. Un autre exemple est l'Initiative Transparence des Industries extractives proposée par le gouvernement britannique en 2002, qui a élaboré un code de bonne conduite en matière de gestion des recettes tirées des ressources naturelles. Comme l'affirme Collier (2004), cela pourrait constituer un élément d'un ensemble de normes ou codes de conduite qu'il serait utile d'adopter pour améliorer l'élaboration des politiques et le sens des responsabilités dans les pays en développement, tout comme un autre ensemble de normes est utile dans les pays riches (comme par exemple les normes s'appliquant par consentement mutuel aux États membres de l'UE).

Pièges de la pauvreté, aide et croissance

Les pièges de la pauvreté frappent l'imagination des universitaires et des praticiens du développement depuis de nombreuses années. Il n'est pas difficile de voir pourquoi : on peut invoquer de très nombreux mécanismes autoentretenus plausibles pour expliquer que des pays, ou des individus commençant dans la pauvreté y demeurent. Si les taux d'épargne, ou la technologie, ou d'autres forces motrices de la croissance sont faibles dans certains pays précisément parce qu'ils sont pauvres, ces pays peuvent se trouver piégés à de bas niveaux de développement. La thèse du piège de la pauvreté et du sous-développement de l'Afrique a été énergiquement défendue dans Sachs et al. (2004).

Malgré la popularité et la plausibilité des pièges de la pauvreté, il existe relativement peu de travaux empiriques qui aient tenté d'en vérifier l'existence, et une partie importante d'entre elles tend à ne pas en confirmer l'hypothèse. Certaines de ces études sont très peu formalisées. Certaines ont montré que la distribution du revenu par habitant des différents pays est devenue progressivement bimodale au cours des 50 dernières années, avec un groupe de pays se regroupant autour d'un niveau de revenu assez bas.¹² Un autre type de démonstrations peu formalisées vient d'un examen de l'évolution des revenus individuels. De nombreux modèles de pièges de la pauvreté suggèrent que les individus ayant subi d'importants chocs de baisse du revenu peuvent prendre beaucoup de temps pour s'en sortir et, si leurs revenus ont baissé au-dessous d'un certain seuil, ils peuvent ne jamais s'en remettre. Cependant, Lokshin et Ravallion (2004) ont examiné soigneusement les données des ménages de Hongrie et de Russie et concluent qu'il n'y a pas de preuves de ce genre « d'effets de seuil » associés aux modèles de pièges de la pauvreté.

La difficulté avec ce type de démonstrations peu formalisées est qu'elles ne proposent aucune indication quant au mécanisme sous-jacent qui créerait le piège de la pauvreté. En l'absence d'une telle indication, il est difficile de formuler une politique appropriée pour contrer le piège. Plu-

¹² Voir Azariadis et Stachurski (2004) pour les liens entre les modèles de pièges de la pauvreté et ce type de preuves empiriques, Quah (1993a, 1993b, 1996 et 1997) pour la démonstration et Kremer, Stock et Onatski (2001) pour une critique. Bloom, Canning et Sevilla (2003) donnent également des indications internationales très liées.

sieurs études récentes ont cherché la preuve de mécanismes particuliers générant des pièges de la pauvreté. Un tel mécanisme serait lié aux imperfections du marché financier. Si le coût initial de la création d'une petite entreprise est important et que les pauvres ne peuvent emprunter la somme voulue pour financer cet investissement, ils ne sont pas en mesure d'obtenir les avantages d'une situation de travailleur indépendant. McKenzie et Woodruff (2004) ont utilisé des données détaillées sur les micro-entreprises du Mexique et établi que les coûts de lancement d'une petite entreprise sont étonnamment bas, représentant en moyenne seulement deux semaines de revenu d'un ouvrier mexicain recevant un bas salaire. Cela jette un doute sur l'idée que les coûts fixes combinés avec les frictions financières sont responsables des pièges de la pauvreté.

Un autre mécanisme possible serait la faible productivité des économies ayant un bas niveau de développement. Cela peut venir de ce qu'il est difficile d'atteindre les niveaux d'échelle minimaux pour une production efficiente, ou de ce que les investissements complémentaires dans les biens publics tels que les infrastructures sont insuffisants dans les pays pauvres. Une fois ces seuils franchis, il est possible que la productivité s'accroisse rapidement, permettant au pays d'atteindre des niveaux supérieurs de revenu. Kraay et Raddatz (2005) intègrent ce mécanisme dans un modèle standard de croissance et montrent que pour que ce mécanisme génère un piège de la pauvreté, il faudrait que la productivité augmente d'une façon incroyablement forte avec le niveau de développement. En particulier ils montrent que si ce mécanisme était à l'oeuvre, on devrait s'attendre à voir des retours croissant d'échelle substantiellement plus importants que ceux qui ont été constatés dans l'importante littérature empirique sur l'estimation des fonctions de production. Et, un peu plus directement, McKenzie et Woodruff (2004) trouvent dans leurs données mexicaines que les rentabilités des investissements sont très fortes même pour les très petites entreprises.

Les pièges de la pauvreté peuvent également résulter de ce que les taux d'épargne sont bas dans les pays pauvres. Si de nombreux ménages vivent aux limites de la subsistance, ils sont incapables d'épargner beaucoup. L'épargne publique peut également être très faible dans les économies à bas niveau de revenu parce que les gouvernements des pays très pauvres ont du mal à percevoir des impôts. Ces faibles taux d'épargne peuvent se traduire par des taux d'investissement si bas que le pays est incapable d'accumuler un niveau suffisamment élevé d'actifs productifs par habitant. Et si les taux d'épargne ne commencent à augmenter qu'à des niveaux de développement beaucoup plus élevés, le pays qui commence pauvre peut être enfermé dans un piège de la pauvreté. Kraay et Raddatz (2004) prennent cette hypothèse au sérieux mais trouvent peu de preuves pour la confirmer. D'un point de vue empirique, ils ne trouvent pas de preuve que les taux d'épargne augmentent suffisamment vite avec le niveau de développement pour générer un piège de la pauvreté dans un modèle standard de croissance avec épargne exogène. Par ailleurs, ils calibrent un modèle de croissance avec consommation de subsistance et trouvent que l'effet sur l'épargne et la croissance n'est substantiel que pour les pays qui commencent très près des niveaux de subsistance. L'importante dispersion des revenus par habitant, même au sein d'une région pauvre comme l'Afrique subsaharienne, implique donc que le rôle de la consommation de subsistance ne peut expliquer le faible taux d'épargne et de croissance que dans quelques uns des pays très pauvres de la région.

Il y a aussi des pièges de la pauvreté potentiels basés sur des dynamiques autoentretenués dans le domaine de la gouvernance. Il y a par exemple des indications que les guerres civiles sont à la fois une conséquence et une cause des bas revenus, ce qui crée la possibilité d'un piège de la violence (Collier et al. 2003). Il y a également des raisons de croire que des hauts niveaux de corruption créent des attentes autoentretenués de future corruption. Le rôle de ces mécanismes dans la mise en place de pièges de la pauvreté stables dans les modèles de croissance n'est pas encore pleinement étudié. Mais on peut dire que ces mécanismes sont plus plausibles que certains des autres pièges évoqués ici.

Qu'est-ce que tout cela implique pour l'aide étrangère ? Si les pièges de la pauvreté relatifs à l'épargne ou à la technologie étaient importants, il serait probablement nécessaire de procéder à des augmentations massives de l'aide pour aider les pays concernés à franchir les seuils et pour les amener sur la voie d'une croissance durable. Mais il y a au moins deux raisons d'être sceptique face à cet argument. D'abord, nous avons vu que la preuve directe de tels pièges n'est pas très convaincante. Ensuite, la plupart des preuves empiriques relatives aux effets de l'aide sur la croissance suggèrent que les rendements de l'aide sont décroissants et non croissants. Les implications pour l'aide dépendent également des mécanismes générant les pièges de la pauvreté en Afrique. Si par exemple les pièges de la pauvreté résultant des guerres civiles ou de la corruption sont importants, alors de fortes augmentations de l'aide financière pourraient en fait être contre-productifs, augmentant des possibilités voire des incitations à la violence et à la corruption. Comme l'indique Collier (2004), il faut s'attaquer directement à ces dysfonctionnements sous-jacents parallèlement à toute augmentation importante de l'aide. Globalement, cependant, dans l'état actuel des preuves empiriques, nous ne devrions pas nous attendre à ce que des montants importants d'aide soient susceptibles de déclencher des booms de croissance durable au moment où le pays échapperait aux pièges de la pauvreté.

5. Conclusions

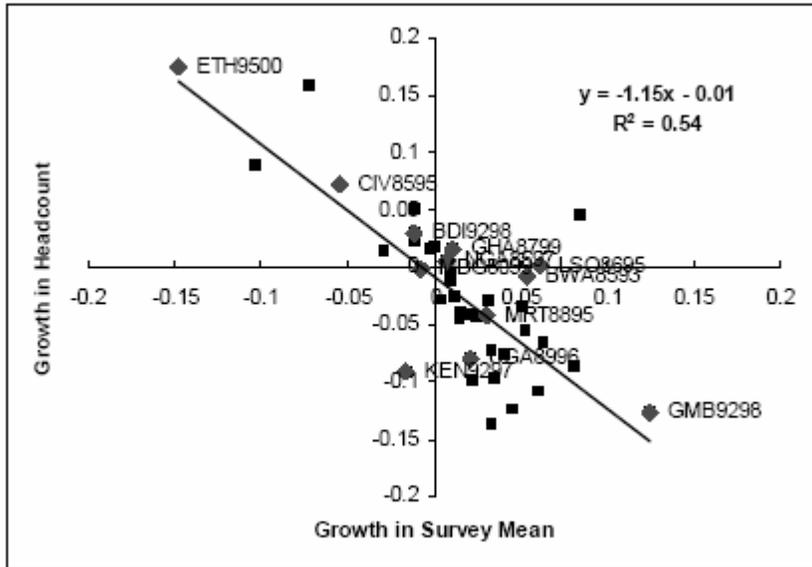
Ma tâche dans cet exposé était de discuter des liens entre l'aide et la réduction de la pauvreté. Comme je l'ai montré assez en détail, il y a de nombreuses preuves pour soutenir la thèse que la croissance est essentielle à la réduction de la pauvreté. Au vu de cela, les effets directs de l'aide sur la croissance peuvent créer un lien fort de l'aide à la réduction de la pauvreté. Mais en même temps, il ne faut pas oublier que les différences d'importance de l'aide selon les pays n'expliquent qu'une petite fraction des différences constatées en termes de croissance. Il y a une bonne raison à cela. Comme Steve Radelet l'a montré, il ne faut pas s'attendre à ce que tous les types d'aide accélèrent la croissance. Et, bien sûr, la croissance dépend de bien d'autres facteurs que l'aide, de sorte qu'une meilleure compréhension de la façon dont l'aide peut soutenir ces autres facteurs de la croissance semble importante pour la discussion du thème de l'aide et de la réduction de la pauvreté.

J'ai essayé de montrer que le traitement des problèmes de gouvernance en Afrique doit être intégré dans le programme des actions visant le renforcement de la croissance et la réduction de la pauvreté. Alors qu'aujourd'hui nous en savons moins que nous le souhaiterions sur le processus d'amélioration de la gouvernance, il existe des actions qui peuvent être fortement épaulées par l'aide. Parallèlement, j'ai mis en garde contre l'argument selon lequel des augmentations massives de l'aide seraient indispensables pour briser les pièges de la pauvreté en Afrique. Nous n'avons pas suffisamment de preuves empiriques pour conclure qu'une telle intensification de l'aide aurait des effets disproportionnés sur la croissance économique. Cela ne veut pas dire que l'Afrique n'a pas besoin, ou ne peut pas utiliser efficacement d'avantage d'assistance au développement. Mais nous devrions être prudents dans nos attentes quant aux effets à long terme que peuvent avoir d'une telle aide sur la croissance.

Tableau 1: Décomposition de la variance des changements de la pauvreté

	Part de la variance des changements de la pauvreté due à la composante croissance	Part de la variance de la composante croissance due à la croissance
Longues durées (durée moyenne = 10 ans)		
Taux de pauvreté	0,97	0,89
Écart de pauvreté	0,79	0,92
Carré de l'écart de pauvreté	0,68	0,92
Watts	0,72	0,92
Ensemble des durées (durée moyenne = 3 ans)		
Taux de pauvreté	0,72	0,91
Écart de pauvreté	0,53	0,92
Carré de l'écart de pauvreté	0,43	0,92
Watts	0,46	0,92

Graphique 1: Croissance et réduction de la pauvreté

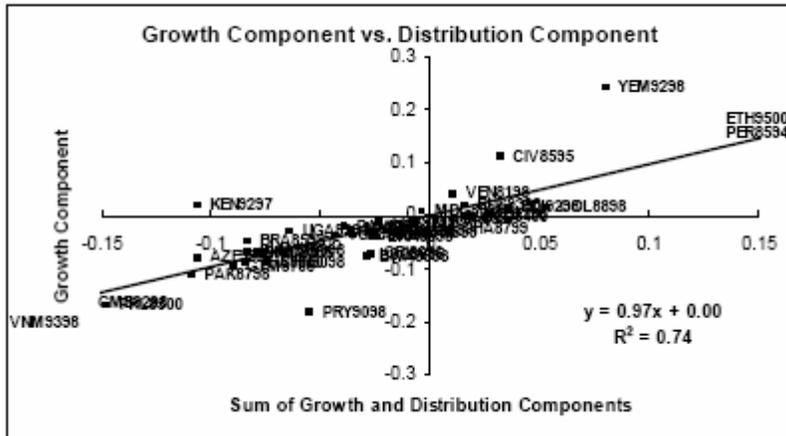


Traduction des légendes :

Growth in headcount = Évolution du taux de pauvreté

Growth in Survey mean = Évolution du revenu moyen

Graphique 2: Décomposition des modifications de la pauvreté: la croissance par rapport à la distribution des revenus



Traduction des légendes :

Growth component vs. Distribution component :

Composante croissance par rapport à la composante distribution

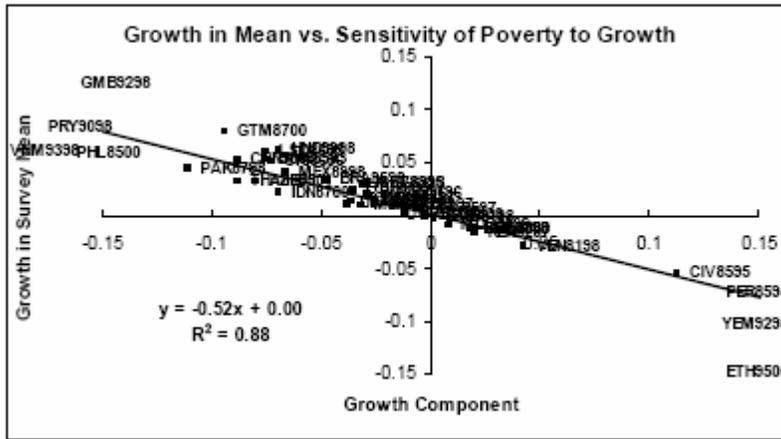
Growth Component :

Composante croissance

Sum of Growth and Distribution Components:

Somme des composantes croissance et distribution

Graphique 3: Décomposition de la composante croissance des modifications de la pauvreté



Traduction des légendes :

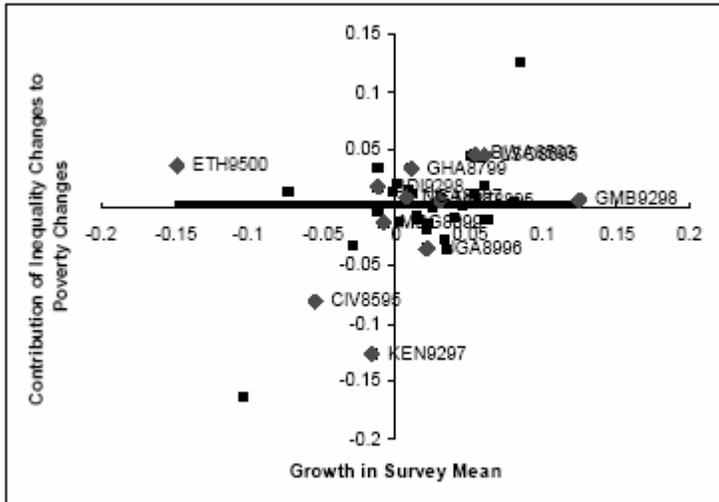
Growth in Mean vs. Sensitivity of Poverty to Growth : Évolution du revenu moyen par rapport à la sensibilité de la pauvreté à la croissance

Growth in Survey Mean : Évolution du revenu moyen

Growth Component : Composante croissance

Graphique 4: Croissance et réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne

Contribution des modifications de l'inégalité

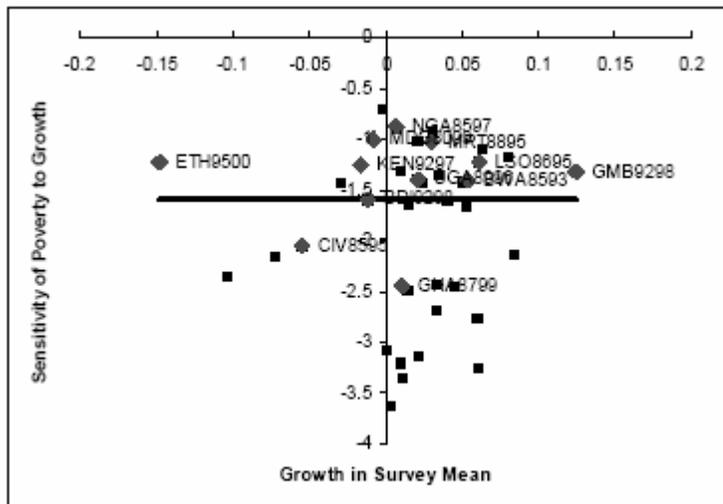


Traduction des légendes :

Contribution of Inequality Changes to Poverty Changes :
Growth in Survey Mean :

Contribution des modifications de l'inégalité aux modifications de la pauvreté
Croissance du revenu moyen

Contribution de la faible sensibilité de la pauvreté à la croissance

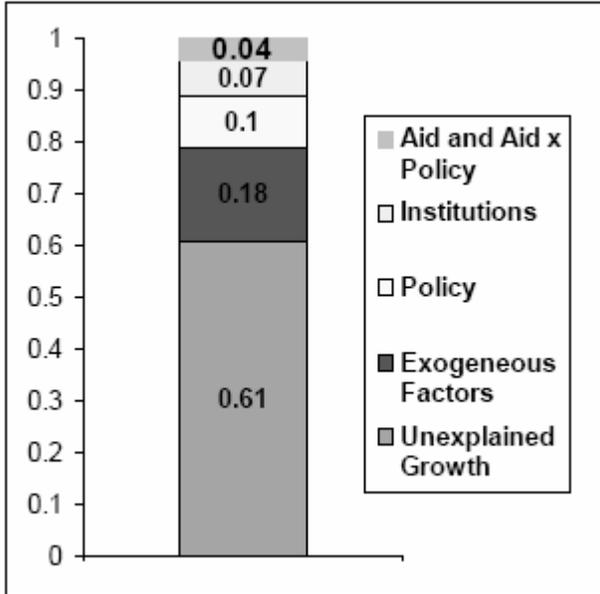


Traduction des légendes :

Sensitivity of Poverty to Growth :
Growth in Survey Mean :

Sensibilité de la pauvreté à la croissance
Croissance du revenu moyen

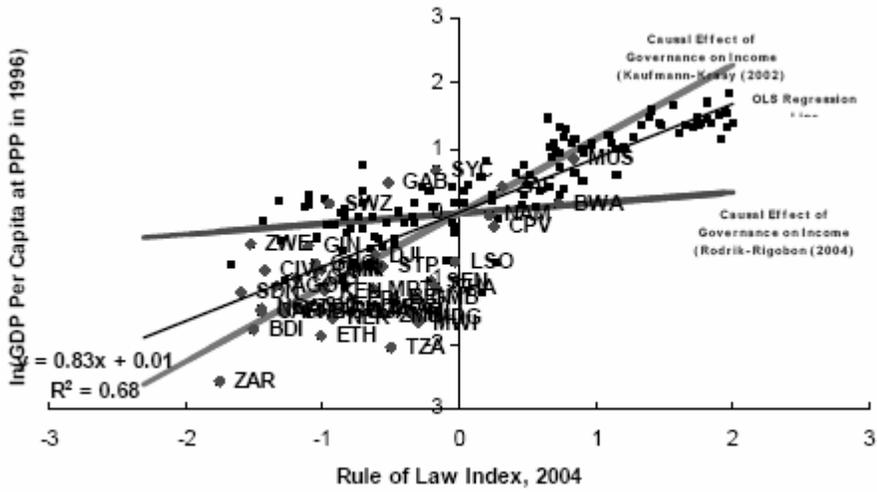
Graphique 5: Contribution estimée de l'aide à la croissance



Traduction des légendes :

Aid and Aid x Policy :	Aide et Aide x Politiques
Policy :	Politique
Exogeneous Factors :	Facteurs exogènes
Institutions :	Institutions
Unexplained Growth :	Croissance inexplicée

Graphique 7: Effets de la gouvernance sur le revenu



Traduction des légendes :

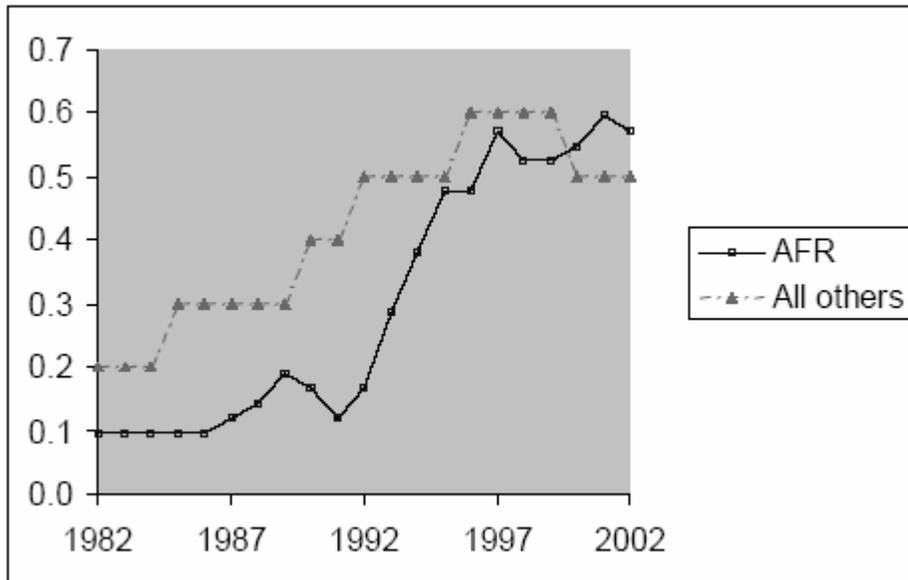
Ln(GDP Per Capita at PPP in 1996):

Ln (PIB par habitant à PPP en 1996)

Rule of Law Index, 2004 :

Indice de l'état de droit en 2004

Graphique 8: Améliorations de la responsabilité devant les électeurs au niveau mondial (Proportion des pays ayant des élections concurrentielles)



Traduction des légendes :

AFR :

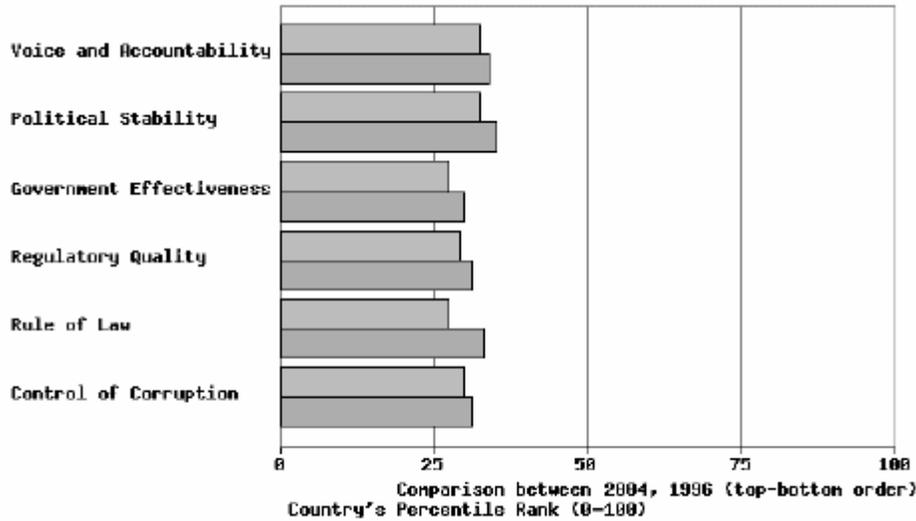
Afrique

All others

Tous les autres pays

Graphique 9: évolution de la gouvernance en Afrique subsaharienne

SubsAfrique subsaharienne—Moyenne régionale (2004)



Sources: D. Kaufmann, A. Kraay and M. Mastruzzi: 2003: Governance Matters III: Governance Indicators For 1996-2002 (<http://www.worldbank.org/pub/governance/pub/govmatter3.html>)

Traduction des légendes :

Voice and Accountability :

Voix au chapitre et Responsabilité devant les électeurs

Political Stability :

Stabilité politique

Government Effectiveness :

Efficacité de l'administration publique

Regulatory Quality :

Qualité réglementaire

Rule of Law :

État de droit

Control of Corruption :

Contrôle de la corruption

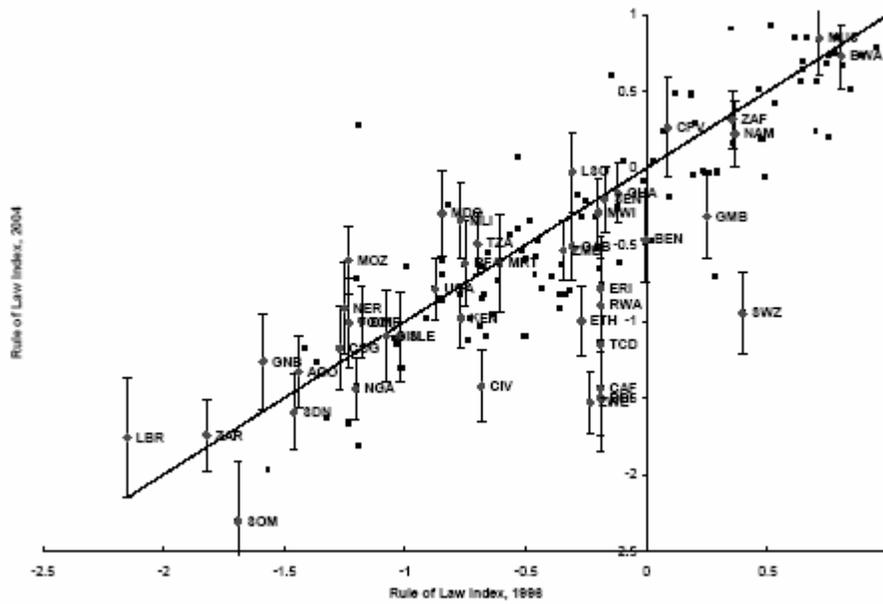
Comparison between 2004, 1996 (top-bottom order)

Comparaison entre 2004 et 1996 (par ordre décroissant)

Country's Percentile Rank :

Rang en percentile du pays (de 0 à 100)

Graphique 10: évolution de l'état de droit 1996–2004



Traduction des légendes :

- Rule of Law Index, 2004 : Indice de l'état de droit en 2004
- Rule of Law Index, 1996 : Indice de l'état de droit en 1996